

CHUTE DE LA HAUTE TARENTEAINE

Ensemble des accords en cours conclus par le concessionnaire au titre de la concession * (les avenants éventuels figurent dans le tableau)

N° d'ordre	Coccontractant	Objet	Date signature	Date fin	
1	M. Pierre BOULOT 63540 ROMAGNAT	Autorisation d'aménager une mise à l'eau.	25.01.2006	Fin de concession Substitution de l'Etat à l'échéance	
2	SYNDICAT INTERCOMMUNAL D'AMENAGEMENT DU CENTRE NAUTIQUE DE LASTIOULES Mairie 15270 CHAMPS SUR TARENTEAINE	Autorisation de réaliser des aménagements touristiques. Avenant par lettre. Avenant par lettre. Avenant n° 1.	10.02.1988 14.09.2001 16.03.2004 18.03.1997	Reconduction tacite Substitution de l'Etat à l'échéance 31.12.2012 Substitution de l'Etat à l'échéance	
3	M. Pierre-Maurice SERRE 15270 TREMOUILLE	Autorisation de faucher de l'herbe et de faire paître des animaux.	01.12.2000	Reconduction tacite	
4	M. Laurent CHAVIGNIER 15270 TREMOUILLE	Autorisation de faucher de l'herbe et de faire paître des animaux.	16.07.2002	Reconduction tacite	
5	Consorts CHARBONNEL représentés par Mme CHARBONNEL Jeanine 63850 SAINT GENES CHAMPESPE	Autorisation de faucher de l'herbe et de faire paître des animaux.	06.02.2001	Reconduction tacite	
6	M. Gérard NOEL 15270 TREMOUILLE	Autorisation de faire paître des ovins	26.03.2008	Fin de concession Substitution de l'Etat à l'échéance	

* à la date du 15 octobre 2019
 ** sur demande de l'Etat, les documents comptables correspondants disponibles
 pourront être communiqués

N° d'ordre	Cocontractant	Objet	Date signature	Date fin
7	Association Communale de Chasse Agréée de TREMOUILLE 15270 TREMOUILLE	Autorisation de créer une réserve refuge pour le gibier d'eau.	06.11.1990	Fin de concession Substitution de l'Etat à l'échéance
8	Association Agréée de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique de Champs sur Tarentaine 15270 CHAMPS SUR TARENTEINE	Autorisation d'utiliser une mise à l'eau.	20.06.2005	31.12.2012 Substitution de l'Etat à l'échéance
9	Direction des Télécommunications du CANTAL	Autorisation de planter une artère aérienne et de poser un câble en bandeau sous l'encorbellement de la digue de Lastioules.	23.12.1982	A titre précaire et révocable Substitution de l'Etat en fin de concession
10	FRANCE TELECOM Centre de Constructions de Lignes du Cantal 15000 AURILLAC	Arrêté préfectoral autorisant le passage d'un câble de télécommunications.	17.09.1993	Durée de la ligne
11	FRANCE TELECOM Centre de Constructions de Lignes du Cantal 15000 AURILLAC	Autorisation d'un passage de câbles de télécommunications sur le mur de la digue de Lastioules.	07.03.2000	A titre précaire et révocable Substitution de l'Etat à l'échéance
12	Commune de SAINT GENES CHAMPESPE 63850 SAINT GENES CHAMPESPE	Autorisation d'aménager, une piste forestière et un sentier pédestre de grande randonnée.	26.09.2000	Fin de concession Substitution de l'Etat à l'échéance
13	Communauté de Communes de SUMENE ARTENSE 15270 CHAMPS SUR TARENTEINE	Autorisation d'aménager un chemin de randonnée.	27.08.2007	Fin de concession Substitution de l'Etat à l'échéance

* à la date du 15 octobre 2019
 ** sur demande de l'Etat, les documents comptables correspondants disponibles
 pourront être communiqués

N° d'ordre	Cocontractant	Objet	Date signature	Date fin	
14	Commune de TREMOUILLE 15270 TREMOUILLE	Autorisation de passage pour assurer la continuité du chemin rural de la commune.	24.08.2011	Fin de concession Substitution de l'Etat à l'échéance	
15	S.A.R.L. "Les Roches de LASTIOUILLES" 15270 MARCHAL	Autorisation d'aménager un ponton handipêche.	26.12.2011	Fin de concession Substitution de l'Etat à l'échéance	
16	RTE 5 rue des cuirassiers 69501 LYON Cedex 3	Convention d'occupation du DC par les ouvrages RTE	18.01.2018	Durée de l'exploitation des ouvrages RTE Substitution de l'Etat	
17	Fédération Départementale de Pêche et de Protection du Milieu Aquatique du Cantal 14 allée de Vialenc 15000 AURILLAC	Aménagement de deux mises à l'eau	27.04.2017	Reconduction tacite Substitution de l'Etat à l'échéance	

Nota : aucune convention non mentionnée dans le tableau ayant expiré ou ayant été résiliée dans les 5 dernières années ne comporte des différends (amiables ou contentieux) non définitivement résolus.

* à la date du 15 octobre 2019

** sur demande de l'Etat, les documents comptables correspondants disponibles pourront être communiqués